



KNOWLEDGE MATTERS

La Direction des Urgences au sein de
Concern - Numéro spécial coïncidant
avec la Journée mondiale de l'aide
humanitaire 2023

Si vous souhaitez apporter votre contribution, proposer des idées ou des sujets pour les prochains numéros de Knowledge Matters, n'hésitez pas à contacter l'équipe de rédaction à l'adresse mail knowledgematters@concern.net.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de leurs auteurs et autrices et ne reflètent pas nécessairement celles de Concern Worldwide ou de ses partenaires.

Knowledge Matters en bref

Knowledge Matters propose des analyses pertinentes sur le plan pratique notamment sur les activités de Concern Worldwide en matière de développement et d'action humanitaire et offre au personnel et aux partenaires une plateforme d'échange d'idées et d'expériences. La publication s'engage à encourager les analyses de haute qualité pour faciliter la compréhension du travail de Concern. Le personnel et les partenaires de Concern y exposent leurs idées et leurs expériences au moyen d'articles. Ces articles sont très courts (entre 500 et 1500 mots). En général, il est seulement possible d'aborder un ou deux sujets intéressants. Voici quelques conseils pour rédiger un court article de fond :

- Essayez de vous mettre à la place des personnes qui vous liront, à savoir les membres du personnel de Concern. Qu'est-ce qui intéresse ces personnes et pourquoi ont-elles envie de lire ce que vous avez à dire ? Lorsque vous avez identifié le point central de votre propos, mentionnez-le d'emblée, dans le titre ou dans la première phrase.
 - Que peuvent apprendre les autres de votre histoire ? Concentrez-vous sur ce point. N'oubliez pas d'étayer votre histoire avec des éléments concrets pouvant provenir d'évaluations.
 - Il est plus facile d'inciter à la lecture si vous adoptez un point de vue humain, en mentionnant des personnes et des événements réels (il n'est pas nécessaire de citer des noms).
 - Utilisez des phrases courtes. Vous pouvez vous aider du guide de style de Concern.
- Limitez la longueur des paragraphes à un maximum de six lignes.
 - Utilisez un langage clair. Pour de nombreuses personnes qui lisent Knowledge Matters, l'anglais ou le français n'est pas leur langue maternelle. Pensez donc à éviter d'utiliser des expressions ou un langage trop familier qui pourraient ne pas être facilement compris par d'autres personnes.
 - Ne supposez jamais que les personnes qui vous lisent ont un niveau de connaissance trop élevé du sujet sur lequel vous écrivez.
 - Utilisez des phrases à la voix active telles que «*Nous avons organisé un atelier*» plutôt que «*Un atelier a été organisé*».
 - Utilisez des expressions claires et concises.
 - Choisissez un titre court (pas plus de huit mots).
 - Si nécessaire, utilisez des photos pour illustrer le récit, mais veillez à respecter le Code de conduite *Dóchas* sur les images et les messages.

Photo de couverture : Le centre de Kiev en février 2023. Photo: Olivia Giovetti/Concern Worldwide

Contenu

- 4 L'intervention d'urgence conjointe en Ukraine (JERU) par Amy Rose McGovern, Conseillère Humanitaire.

- 7 Le *Safe Programming* (programmation sûre) : Une approche intégrée en matière de protection, de genre, de safeguarding et de redevabilité dans le contexte humanitaire fragile du Sud-Soudan par Abdul Ghaffar, Coordinateur de la qualité des programmes au Sud-Soudan.

- 12 Une journée dans la vie d'un point focal de sécurité (PFS) par Sittna Elawad, Coordinatrice administration et sécurité au Soudan.

- 15 SAFER : le programme pilote de protection en RDC par Mathilde Bouchacourt, Conseillère en genre et protection en RDC et Clare Louise Bathgate, Conseillère en protection humanitaire pour la Direction des Urgences.

- 19 Comprendre la résilience grâce à une RRC axée sur la communauté par Thomas Mayeun, responsable du projet Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence au Sud-Soudan et Richard Bold, Conseiller en RRC à la Direction des urgences.

- 23 Mécanismes de feedback, de plainte et de réponse et évaluation des besoins des communautés en matière de safeguarding - Expérimentation de nouveaux outils en Éthiopie par Betsegaw Botamo, Conseillère redevabilité et apprentissage en Éthiopie et Ellen Donnelly, Manager projet protection et de safeguarding à la Direction des urgences.

- 28 Vers une réduction des émissions liées aux transports par Simon Brown, Conseiller régional en logistique à la Direction des Urgences.

Édito :

Comme chaque année, le 19 août, nous nous souvenons de toutes les personnes engagées dans l'action humanitaire qui ont perdu la vie en apportant leur aide aux personnes touchées par des crises. Cette année, le thème est l'espèce humaine et le slogan est «Il faut tout un village». L'événement de cette année vise à rassembler des personnes de tous horizons afin de les amener à travailler collectivement pour assurer la survie, le bien-être et la dignité des personnes touchées par les crises.

Cette édition comprend une série d'articles sur des questions relevant de la responsabilité de la Direction des Urgences. L'article d'Amy Rose McGovern met en lumière les succès et les défis de l'intervention d'urgence conjointe en Ukraine (*Joint Emergency Response in Ukraine* ou JERU) avec Welthungerhilfe et CESVI, nos partenaires de l'Alliance2015. Sittna Elawad évoque son rôle de Point Focal de Sécurité (PFS) à Khartoum, qui a pris une importance accrue pendant le conflit en cours au Soudan.

Plusieurs articles présentent notre travail de protection et de safeguarding en RDC, au Sud-Soudan et en Éthiopie. Richard Bold et Thomas Mayeun s'intéressent à la RRC axée sur les communautés avec un exemple au Sud-Soudan, et Simon Brown de l'unité «Approvisionnement et logistique» nous montre comment l'écoconduite peut aider à réduire nos émissions de CO2 liées aux transports.

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation du présent numéro Knowledge Matters. J'espère que vous prendrez plaisir à lire ces articles et qu'ils vous donneront un meilleur aperçu du travail réalisé avec le soutien de la Direction des urgences.

Peter Doyle, Responsable de l'Unité technique des Urgences, Direction des urgences

L'intervention d'urgence conjointe en Ukraine (JERU)

Écrit par Amy Rose Mc Govern

En avril 2022, peu après l'escalade du conflit en Ukraine, Concern Worldwide, Welthungerhilfe (WHH) et CESVI se sont unis pour mettre en place l'intervention d'urgence conjointe en Ukraine (*Joint Emergency Response* ou JERU en anglais) afin de soutenir les communautés touchées par le conflit et les déplacements forcés, notamment les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les personnes rapatriées et les communautés d'accueil. Ces trois organisations sont membres d'Alliance2015, un groupe d'organisations humanitaires européennes de premier plan.

Sous le leadership opérationnel de Welthungerhilfe, cette approche unique de réponse conjointe rassemble les ressources financières et techniques des trois organisations, afin de mettre en œuvre des programmes holistiques, centrés sur les personnes et fondés sur les droits, tout en adoptant la structure d'une seule et même entité. JERU a des opérations d'intervention d'urgence dans l'est et l'ouest de l'Ukraine dans huit *oblasts* (régions), en collaboration avec sept partenaires nationaux et se focalise sur la distribution d'argent liquide à usages multiples pour répondre aux besoins de base, un soutien psychosocial pour les adultes et les enfants, et une assistance en nature sous forme de nourriture, de kits d'hygiène et d'articles ménagers. L'aide est apportée directement à la population ukrainienne, avec le soutien de partenaires nationaux, et par l'intermédiaire de centres collectifs.

La coordination de la JERU permet à l'intervention de s'appuyer sur l'expertise de trois organisations ayant une longue expérience opérationnelle dans de nombreux pays touchés par des crises, tout en étant plus efficace en termes de coûts (mise en commun des fonds et partage du personnel pour soutenir et piloter

une programmation de qualité). Actuellement, les postes suivants font tous partie du personnel de Concern, qui a pris la responsabilité de l'élément programme de l'approche commune : Directrice Programme, Conseillère Partenariat, Conseillère Protection et Coordinatrice de la Qualité et du Développement du Programme.

« C'est une façon complètement différente de structurer une réponse, car il ne s'agit pas d'un consortium, mais plutôt d'un collectif. C'est probablement l'avenir de la réponse humanitaire, car les besoins augmentent mais les financements diminuent. »

Carly Ziska, Conseillère Partenariat pour la JERU (Concern Worldwide)

Déclenchement de l'intervention

Suite à la recrudescence du conflit dans certaines parties de l'est et du sud-est de l'Ukraine en février 2022, les personnes réfugiées ont commencé à affluer dans les pays limitrophes. Concern a d'abord déployé une équipe d'évaluation et d'intervention d'urgence en Pologne, à laquelle se sont joints le WHH et le CESVI. Des évaluations rapides dans les pays voisins ont suivi. À la frontière ukrainienne, les partenaires humanitaires ont fourni des repas chauds, du matériel d'hygiène, des cartes SIM et un soutien psychosocial aux personnes fuyant les violences. Peu après, Concern et ses partenaires se sont concentrés sur les besoins à l'intérieur de l'Ukraine, à Ternopil et Khmelnytskyi à l'ouest, puis à Kiev, Poltava, Dnipro, Kharkiv, Zaporizhzhia et Sumy à l'est, en collaboration avec des partenaires locaux de la société civile ukrainienne pour apporter une aide.

Depuis son lancement, la JERU a réalisé des progrès impressionnants et a fortement

augmenté sa portée. À ce jour, près de 75.000 personnes ont reçu une aide financière à des fins multiples, plus de 18.000 ont reçu de l'argent pour se préparer à l'hiver et 11.149 ont participé à des séances de soutien psychosocial. Ces résultats ont été obtenus grâce aux ressources financières, techniques et humaines combinées des trois organisations. C'est la deuxième fois que ces trois partenaires de l'Alliance2015 collaborent dans le cadre d'une approche commune. La précédente intervention a eu lieu au Mozambique en 2019, à la suite du cyclone Idai.

Une grande partie du personnel ayant participé à la réponse au cyclone Idai a également joué un rôle important dans la mise en place de la JERU. Les défis et avantages de l'intervention conjointe précédente menée au Mozambique ont été pris en compte lors de la phase de conception de l'intervention en Ukraine.

- JERU utilise les **systèmes et les processus de l'agence opérationnelle pilote** et, bien qu'il ait fallu du temps au personnel de Concern et de CESVI pour se familiariser avec ces nouvelles méthodes de travail, celle-ci a été considérée comme étant la solution la plus efficace.
- **Les approches et les politiques organisationnelles** telles que la réponse aux plaintes et le safeguarding ont dû être harmonisées. Il s'agissait d'un exercice important, mais comme la JERU a intégré les valeurs de trois organisations dans chaque décision stratégique, cela a permis de prendre en compte différentes perspectives afin de trouver la combinaison la plus aboutie.
- **Afin de ne pas retarder la réponse humanitaire rapide** à cause des enregistrements individuels, l'enregistrement effectué par le WHH a été utilisé par Concern pour obtenir des visas pour le personnel, alors que nos propres demandes étaient en cours.

L'un des principaux facteurs de réussite du programme JERU à ce jour est le degré d'engagement d'un grand nombre de ressources financières et non financières dans le programme. Il s'agit notamment de

l'excellent soutien du personnel des trois sièges et de l'approche commune dans les relations avec les bailleurs de fonds pour la mobilisation des fonds. Mais cela n'a pas été sans difficultés. La collaboration entre plusieurs organisations ayant des mandats, des procédures opérationnelles et des cultures organisationnelles différentes peut entraîner des difficultés de coordination. Inévitablement, toutes les politiques et procédures ne seront pas facilement harmonisées, et de nombreuses discussions ont été nécessaires pour se mettre d'accord sur les délais de reporting, les approches en matière de ressources humaines, les normes de safeguarding et l'approche en matière de partenariats. Les membres de l'équipe JERU ont dû également gérer des canaux de communication multiples et parfois parallèles, ce qui peut parfois s'avérer fastidieux. Un groupe conjoint de suivi de la gestion a été mis en place par les trois organisations au niveau des directions régionales et a permis de relever un grand nombre de ces défis.

Un autre défi a été de travailler sous la bannière de cette réponse conjointe nouvellement établie, qui ne bénéficie pas de la même reconnaissance et de la même confiance qu'une organisation humanitaire internationale bien établie telle que Concern. Chaque conversation avec les parties prenantes a dû impérativement commencer par l'explication du programme JERU, mais l'équipe JERU a constaté qu'une fois cet obstacle à la visibilité surmonté, l'impact du programme parlait de lui-même. Depuis sa création, JERU a répondu aux besoins les plus immédiats des personnes touchées par le conflit en leur apportant un soutien adapté, comme l'a confirmé le suivi post-distribution. La modalité de transfert d'argent liquide a été choisie non seulement parce que l'infrastructure nécessaire est disponible en Ukraine, mais aussi parce que c'est celle qui convient le mieux aux bénéficiaires. JERU utilise la plateforme RedRose qui offre une plus grande flexibilité et un meilleur contrôle du mécanisme de distribution d'argent et les transferts peuvent être effectués par l'intermédiaire de fournisseurs tels que MoneyGram, Private Bank, etc. selon les préférences de la personne bénéficiaire, quel que soit l'endroit où elle se trouve en Ukraine.



Le personnel JERU à l'entrepôt de Poltava charge des camions avec de la nourriture et des kits d'hygiène à distribuer aux personnes évacuées à la suite de l'effondrement du barrage de Nova Kakhovka. Photo : Concern Worldwide

La livraison de kits alimentaires dans les *oblasts* occidentaux répondait aux résultats d'une évaluation des besoins réalisée en 2022, qui montrait que les personnes déplacées internes étaient généralement deux à trois fois plus susceptibles de tomber dans la catégorie de l'insécurité alimentaire, ce qui les rendait plus vulnérables aux stratégies d'adaptation négatives telles que la réduction de la taille des portions, la limitation du nombre de repas quotidiens, ou la restriction de la consommation des adultes pour permettre aux enfants de manger en raison du manque de nourriture ou d'argent.

À l'avenir, JERU, en partenariat avec Mercy Corps et Helvetas, s'efforcera de répondre aux besoins liés à la relance économique précoce. Les financements récemment obtenus à cet effet viennent s'ajouter à la liste des sources de financement dont bénéficie JERU qui inclut des fonds publics du ministère allemand du développement et de la coopération économique et celui des affaires étrangères, du Comité d'urgence pour les catastrophes basé au Royaume-Uni, d'Irish Aid, des fonds communs gérés par les Nations unies et d'autres fonds privés. Cet accès au financement signifie qu'à ce jour, JERU a mobilisé 34,8 millions d'euros pour la réponse, offrant une portée et une échelle bien plus grandes que celles que les trois organisations de l'Alliance pourraient fournir en travaillant chacune de leur côté.

Les personnes impliquées dans JERU diront que beaucoup de temps et d'engagement ont été investis pour aligner les différentes visions et pour assurer une direction stratégique commune pour l'intervention. Une communication claire et ouverte, une planification collaborative et une compréhension commune des objectifs généraux sont essentielles pour réussir, mais le sentiment général est qu'il s'agit d'une démarche passionnante, très bénéfique et qui en vaut la peine.

« Les collaborations existantes, la connaissance et la confiance mutuelles permettent de planifier et de mettre en œuvre une réponse humanitaire comme s'il s'agissait d'un acteur unique, composé des forces individuelles de chaque organisation, fusionnées pour avoir un plus grand impact. »

Daniela Balin du CESVI



JOINT EMERGENCY RESPONSE IN
UKRAINE

Alliance 2015

Le Safe Programming (programmation sûre) : Une approche intégrée en matière de protection, de genre, de safeguarding et de redevabilité dans le contexte humanitaire fragile du Sud-Soudan

Écrit par Abdul Ghaffar

Le Sud-Soudan, la plus jeune nation du monde, continue d'être confronté à une violence endémique, à des conflits, à des chocs climatiques, à des crises économiques et, plus récemment, à l'impact de la crise soudanaise sur le commerce. En raison des violences et des inondations, plus de deux millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays et 2,3 millions de personnes sont réfugiées dans les pays voisins. Le conflit en cours au Soudan continue de forcer les populations à s'échapper et à fuir vers le Sud-Soudan. Les personnes rapatriées, les personnes réfugiées et les communautés d'accueil ont du mal à satisfaire leurs besoins essentiels et sont confrontées à des risques accrus de violences sexuelles et basées sur le genre (VBG), de protection des enfants et de séparation des familles, ainsi que de méfiance et violences intercommunautaires.

Concern met en œuvre des programmes intégrés multisectoriels dans certaines des zones les plus vulnérables du pays, en fournissant une assistance en matière de sécurité alimentaire, de nutrition, d'eau, d'assainissement et d'hygiène, de santé et d'abris, tout en intégrant des approches transversales clés tout au long du cycle du programme. Une programmation sûre est un élément central de l'ensemble de nos interventions et de nos approches. Cet article donne un aperçu des efforts déployés par l'équipe du Sud-Soudan pour garantir le respect de l'approche «do no harm» (ne pas nuire). En outre, il reflète notre approche visant à assurer une programmation sûre pour tous les participant.e.s au programme à travers la mobilisation de ressources, l'intégration et l'analyse du genre, de la protection, du safeguarding et du mécanisme de plaintes, de feedback et de réponse (FCRM).



Le personnel chargé des questions de genre et du MGPRI organise une session de sensibilisation pour la communauté du comté d'Aweil, au Soudan du Sud, sur le genre, la Safeguarding et le MGPRI ; juillet 2023 ; Photo par le personnel de Concern.

Mobiliser des ressources et soutenir nos équipes

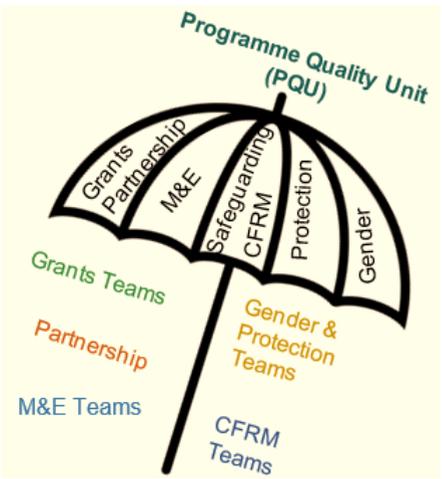
Concern a pour objectif de « poursuivre le renforcement de sa capacité à être une organisation sûre, mettant en œuvre des programmes sûrs en adoptant une approche délibérée, cohérente, proactive et holistique fondée sur le principe «ne pas nuire» en matière de protection et de safeguarding ».
Cadre stratégique de protection et de safeguarding (disponible en anglais et en français)

L'accent mis par l'équipe du Sud-Soudan sur une programmation sûre commence par son personnel. Nos bilans internes des programmes indiquent que l'attribution de responsabilités supplémentaires en matière de genre ou de FCRM à un membre du personnel déjà en poste est rarement efficace, en particulier dans un contexte comme celui du Sud-Soudan où les programmes couvrent de vastes zones reculées, où les risques de protection sont élevés et où les infrastructures de communication sont peu développées. Depuis 2021, l'équipe de direction pays (CMT) a réaffirmé son engagement en faveur d'une programmation sûre, notamment en recrutant du personnel spécialisé pour garantir une mise en œuvre efficace. Cela a abouti à la création de l'unité de qualité des programmes (PQU) et au recrutement de spécialistes, notamment d'une personne en

charge de la coordination des questions de genre et de protection basée au bureau de Juba, d'officiers chargé.e.s des questions de genre et de protection et d'assistant.e.s pour le FCRM. S'appuyant sur la gestion du cycle de programme (PCM), la création de la PQU était essentielle pour renforcer la redevabilité dans le cadre de la mise en œuvre des programmes. Cette approche facilite une meilleure compréhension des défis à relever et nous permet d'identifier et de gérer activement les risques associés, notamment ceux liés au genre, à la protection et/ou à au safeguarding.

La formation de notre personnel est essentielle pour renforcer notre expertise. Elle va de la formation des points focaux désignés pour le safeguarding à l'initiation et à la formation du personnel en matière de genre et de safeguarding, indépendamment de leurs fonctions et de la localisation de leurs bureaux. Depuis plus d'un an, l'équipe diffuse des «messages clés en 60 secondes» sur le safeguarding lors des réunions du personnel du lundi matin, afin de favoriser le dialogue en interne sur ces questions.

La programmation sûre reste un point clé de l'ordre du jour de diverses réunions internes, notamment les revues de programme, les réunions mensuelles du personnel et les réunions du CMT. L'expertise externe est également mise à contribution : nous avons sollicité Humanity & Inclusion pour une formation sur l'intégration des personnes en situation de handicap et l'accès aux services en toute sécurité. La formation de Sonke sur la transformation du genre a permis de réfléchir et d'aborder les croyances, les attitudes et les différences bien ancrées des membres du personnel lorsque nous nous engageons auprès de la communauté au sens large. La formation au guide de poche sur les violences basées sur le genre (VBG) pour le personnel de nos centres de santé et de nutrition fournit des conseils sur la manière de traiter les signalements de VBG et sur la façon de mieux soutenir et informer les personnes survivantes. C'est en gardant à l'esprit la perspective plus large d'une programmation sûre que nous voyons plus facilement les liens entre le safeguarding, la protection, le genre et le FCRM, ainsi que la pertinence de leur intégration.

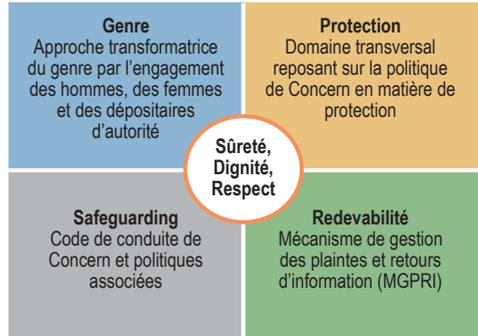


« *Le safeguarding est la responsabilité de toutes et tous, c'est pourquoi les formations du personnel et les remises à niveau régulières sont essentielles pour nous rappeler notre rôle dans la sécurisation de notre environnement de travail et faire en sorte que les personnes les plus vulnérables soient protégées contre tout préjudice causé par notre personnel ou nos activités* »
 Suku Charity, Coordinatrice Genre et Protection.

Une approche intégrée pour une programmation sûre

Concern Sud-Soudan utilise une approche intégrée en matière de genre, de protection, de safeguarding et de redevabilité afin d'atténuer les risques de violence, de discrimination et d'exclusion, tout en garantissant la dignité, la sécurité et le bien-être de toutes les personnes participant aux programmes. Les officiers Genre et Protection et les assistant.e.s FCRM collaborent avec le personnel de suivi et d'évaluation sur les sites des programmes, ainsi qu'avec les managers des programmes afin de s'assurer que les éléments clés d'une programmation sûre sont intégrés dans toutes les interventions.

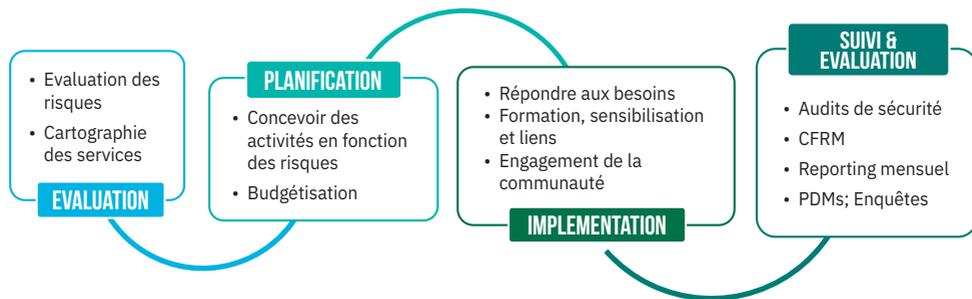
L'approche transformatrice en matière de genre utilisée dans tous nos programmes favorise l'inclusion et les normes positives en matière de genre parmi toutes les personnes participant aux programmes, ainsi que l'atténuation des risques de VBG. L'intégration de la protection dans toutes les interventions renforce la sécurité et la dignité, ainsi qu'un véritable accès, la redevabilité, la participation et l'autonomisation. Les politiques de Concern en matière de safeguarding (Code de Conduite et



politiques associées) encouragent l'utilisation pertinente du pouvoir perçu qui est confié à notre personnel ou à toute personne engagée par Concern. Ceci réduit les risques d'abus ou d'exploitation sexuelle en échange d'une assistance, car la dignité et le respect de toutes les personnes participant aux programmes sont des éléments fondamentaux. Le FCRM renforce la redevabilité en veillant à ce que les personnes participant aux programmes soient informées de leur droit de se plaindre et de recevoir un retour d'information sur les services que nous fournissons, sur notre personnel et sur nos activités, ainsi que sur tout problème ou risque lié à la protection et au safeguarding.



Le personnel de Concern à Bentiou participe à une formation sur le safeguarding animée par notre chargée du genre et de la protection. Juin 2023. Photo prise par le personnel de Concern.



Le directeur programme, Friday Mwaba, indique que « le recours au safeguarding dans la gestion du cycle de programme nous a permis d'identifier les risques et les pratiques susceptibles de causer diverses formes d'abus, de conflit, d'exploitation ou d'exclusion des groupes vulnérables. Cela nous a également aidés à examiner les opportunités en termes de ressources et de capacités requises pour une programmation sûre. »

La programmation sûre est donc intégrée dans la gestion du cycle du programme. Cela se traduit par des résultats spécifiques, des indicateurs et, surtout, un budget dédié à la protection, au CFRM, au safeguarding et aux activités liées au genre dans toutes les principales propositions. Ce degré de dialogue avec les personnes participant aux programmes, et les informations qu'elles nous communiquent, contribuent à renforcer l'acceptation et l'engagement, tout en nous donnant des orientations claires sur la manière dont les programmes sûrs doivent être mis en œuvre.

L'analyse au service d'une programmation sûre

L'outil d'évaluation des risques de protection, de safeguarding et de genre de Concern constitue un guide utile pour identifier les risques, collecter les preuves, développer des plans d'atténuation et s'engager avec la communauté pour discuter et renforcer la sécurité des personnes participant aux programmes, le tout au stade de la conception du programme. Il s'agit d'un processus qui peut impliquer une grande variété de parties prenantes, depuis

notre propre personnel jusqu'aux communautés avec lesquelles nous travaillons, en passant par les autorités locales et nationales (y compris le ministère Sud-Soudanais en charge des questions de genre, de l'enfance et du travail social). Les résultats de cet outil alimentent la conception du programme et la budgétisation, en affinant les approches plus générales pour cibler les personnes qui en ont le plus besoin et qui sont les plus difficiles à atteindre.



Travail de groupe pendant un atelier d'évaluation des risques à Bentiu, novembre 2022. Crédit photo: Concern Worldwide

Veronica Nyajani, Officer Genre chez Concern, qui a dirigé l'exercice d'évaluation des risques dans le comté de Leer en novembre 2022, déclare : « Ce fut une expérience formidable de dialoguer avec les leaders locaux, les autorités et les jeunes pour partager leurs propres expériences sur les risques et les obstacles rencontrés dans l'accès à l'aide humanitaire ; de telles activités permettent à la communauté de participer aux décisions du projet et de renforcer la confiance de la communauté cible, qui a été très heureuse de participer à cette évaluation ».

Cette analyse a aussi porté ses fruits tout au long de la mise en œuvre du programme. Le personnel en charge des questions de genre et de protection, soutenu par le FCRM, effectue des évaluations trimestrielles de safeguarding dans les structures de santé et de nutrition, en adoptant les outils d'audit de sécurité du Cluster Nutrition, afin d'évaluer le safeguarding, les risques liés à la protection, les questions de genre et le FCRM. Cet ensemble de techniques d'observation (telles que le contrôle des temps d'attente et la signalisation des informations), de discussions de groupe (FGD) et des entretiens avec des informateurs et informatrices clés (KII) offre une occasion importante de donner et de recevoir des informations, en communiquant intrinsèquement l'engagement de Concern en faveur d'une programmation sûre, tout comme l'intégration des messages sur le genre, la VBG et le FCRM dans les sessions de formation. Il est essentiel que ces évaluations alimentent le processus décisionnel du programme car, lorsqu'elles sont discutées lors des réunions de développement et d'examen du programme, elles constituent une source précieuse d'informations et de points de vue.

Globalement, une approche à plusieurs niveaux permet à Concern Sud-Soudan de garantir une programmation sûre. Pour ce faire, nous faisons appel à des spécialistes, nous appliquons une approche intégrée et nous utilisons l'analyse et les connaissances pour prendre des décisions. De cette manière, l'équipe navigue dans un contexte extrêmement complexe et difficile d'une façon qui communique fortement notre engagement à être une organisation sûre.

Pour plus d'informations concernant la programmation sûre, vous pouvez contacter une personne de l'Unité de Protection et Safeguarding, ou participer à nos communautés de pratique via Teams et Yammer.

Ulea Harriet, Officer Genre et Protection à Aweil déclare : *« Nous profitons de toutes les occasions pour dialoguer avec la communauté, par exemple lorsque notre équipe FSL (sécurité alimentaire et moyens d'existence) organise des formations sur l'agriculture, le personnel en charge des questions de genre et du CFRM participe à ces sessions pour diffuser des messages clés sur le genre, la VBG et le FCRM, [...] afin d'assurer une programmation sûre et intégrant l'approche transformative du genre dans toutes les interventions ».*

Une journée dans la vie d'un point focal de sécurité (PFS)

Écrit par Sittna Elawad

J'ai rejoint Concern en avril 2021 en tant qu'officier administration et sécurité et je suis le point focal de sécurité (PFS) pour Khartoum depuis juin de la même année.

Le Soudan n'est pas un endroit tranquille, chaque jour amène de nouveaux changements. C'est particulièrement le cas depuis le début des manifestations en 2018. Depuis cette date, plusieurs coups d'État et changements de gouvernement ont eu lieu. Des manifestations se déroulaient deux fois par semaine à Khartoum. Mon rôle consistait à communiquer avec mes collègues du groupe focal de sécurité (SFG) pour recueillir des informations sur les manifestations.

Le mécanisme SFP / SFG est très important et utile. Il s'agit en grande partie de partager des informations et nous veillons toujours à ce que le SFG soit composé de personnes différentes, issues de milieux différents et de zones différentes. Cela nous aide à obtenir de bonnes informations pour l'analyse et celle-ci est meilleure lorsque le groupe est diversifié et inclut des personnes de différents départements. Le fait que les membres du SFG proviennent de toute l'organisation rend également la sécurité plus accessible à l'ensemble du personnel.

J'organisais et animais une réunion du SFG en ligne chaque veille de manifestation. Le Directeur Pays (CD) et/ou la directrice des systèmes (SD) participaient également à ces réunions. Ce jour-là, il fallait rassembler des informations et prendre une décision sur les modalités de travail du personnel (venir au bureau ou travailler à domicile). Nous devons également procéder à une analyse plus approfondie de la situation, en examinant les tendances et en essayant d'anticiper les changements dans le contexte. Après ces réunions, j'envoyais des communiqués au

personnel pour leur expliquer nos plans et leur faire part de cette analyse. Certains membres du personnel n'ont pas été affectés dans leur zone et ont donc pu continuer à travailler. Si la décision venait de leurs collègues et de leurs pairs, elle était plus acceptable pour eux.

Puis, le matin de la manifestation, je contactais à nouveau les membres du SFG. J'avais l'habitude de le faire très tôt le matin, car je devais informer tout le personnel de la situation le plus tôt possible, avant même leur départ de leur domicile. Quelles sont les routes fermées ? Quels ponts sont bloqués ? Nous avons créé un groupe WhatsApp SFG pour partager ces informations entre nous. Nous avons ensuite partagé les informations pertinentes avec l'ensemble du personnel par SMS. Les messages étaient rédigés en anglais et en arabe pour que tout le personnel puisse les comprendre.

La période des coups d'État de 2019 et 2021 a été très difficile. Nous craignons que l'eau soit coupée pour le personnel international. Nous avons essayé de leur fournir plus de matériel, comme du gaz propane. Nous étions également responsables des kits d'hibernation. Le SFG a travaillé à garantir la disponibilité de ces fournitures.

J'ai signalé de nombreux incidents dans l'outil de signalement des incidents de sécurité (SIRT) de Concern et ils ont été téléchargés soit par moi-même, soit par la SD. Tous les mois, je préparais un rapport sur les incidents et la situation générale. J'ai également organisé des séances de briefing et d'initiation à la sécurité pour l'ensemble du personnel.

Outre la supervision de Khartoum, j'étais responsable des zones dans lesquelles Concern n'était pas présent. Ainsi, par exemple, si le personnel international souhaitait se rendre en dehors de la ville pour des activités de loisirs,



Sitna Elawaad participe à un atelier régional Concern sur la gestion des risques de sécurité à Nairobi en mai 2022

J'effectuais une analyse des risques qui était ensuite examinée par la SD, qui donnait son accord sur la base de mes recommandations.

En mai 2022, j'ai participé à un atelier régional de cinq jours sur la gestion de la sécurité à Nairobi, organisé par la direction des urgences. Cet atelier m'a permis de mieux comprendre l'approche de Concern en matière de gestion des risques de sécurité, et en particulier le rôle des SFP.

Contexte actuel

Le conflit actuel, qui a éclaté en avril 2023, a été particulièrement difficile à gérer dans le cadre de mes fonctions. Bien que notre analyse des risques de sécurité ait identifié la menace d'attaques à Khartoum, nous avons considéré qu'il s'agissait d'une faible probabilité. Néanmoins, nous avons mis en place tous les kits d'hibernation nécessaires. Cependant, je ne m'attendais vraiment pas à ce que la guerre commence à Khartoum, car il n'y a pas eu d'histoire récente de conflit armé dans cette ville.

Lorsque le conflit a éclaté, notre CD se rendait à l'ambassade des États-Unis. Le chauffeur m'a appelé pour me dire qu'il se passait quelque chose

d'anormal, je lui ai donc demandé de ramener le CD immédiatement. J'ai alors demandé à tout le personnel de revenir au bureau ou de se rendre à leur domicile. J'ai contacté la SD pour savoir quelles étaient les mesures à prendre. Les membres du personnel étaient effrayés par ce qui se passait, nous leur avons donc apporté un soutien émotionnel.

Chaque nuit, je recensais les membres du personnel, je leur communiquais des conseils et j'essayais de les soutenir. Mais moi aussi, j'avais peur et je ne savais pas ce qui allait se passer. Il était difficile d'obtenir des informations fiables. Un mois avant le conflit, j'avais moi-même déménagé à Khartoum 2, l'une des zones les plus instables de ce conflit, et je pouvais voir depuis ma fenêtre des hommes armés qui pillaient les commerces et les résidences.

J'ai conduit ma propre voiture pour évacuer mon mari et moi-même. Il y avait un groupe WhatsApp pour mon quartier, donc quand quelqu'un quittait Khartoum, cette personne donnait des informations au reste d'entre nous sur les itinéraires à prendre et sur ce qui se passait sur la route.

Les femmes étaient mieux traitées que les hommes lorsqu'elles voyageaient. J'ai été arrêtée à deux checkpoints, mais ils n'ont même pas vérifié nos papiers d'identité. Lorsque je suis sortie de la ville, tout était calme et nous avons pu nous rendre au domicile de ma famille, qui se trouvait dans une zone sûre.

J'ai ensuite travaillé avec l'un des chauffeurs et les membres du SFG pour essayer de trouver un moyen d'évacuer le personnel international. Tout d'abord, nous les avons déplacés de Khartoum 2 vers un endroit plus sûr au sud de Khartoum. La deuxième étape de l'évacuation consistait à les envoyer à Port-Soudan (à 800 km de Khartoum). J'étais chargée de trouver un bus pour ce long voyage, ce qui n'a pas été facile en raison du manque de carburant et de l'insécurité.

Finalement, nous avons réussi à emmener toutes ces personnes à Port-Soudan, ainsi que des membres du personnel international d'autres organisations à qui nous avons proposé des places dans notre bus de location, car ces personnes avaient elles aussi du mal à trouver un moyen de transport. Je suis restée en contact avec les membres de notre personnel jusqu'à leur arrivée à Port-Soudan, afin de quitter le pays.

Je me suis également occupé des contrats de l'ensemble de nos gardes dans tout le Soudan. Les gardes n'ont pas été payés pendant tout ce temps parce qu'ils travaillent pour une société de sécurité privée et que certains de ses employés ont été arrêtés. Si nos gardes n'étaient pas payés, ils risquaient de laisser leur poste sans surveillance, ce qui augmentait les risques de pillage. J'ai travaillé avec la SD pour trouver une solution afin de les payer.

Depuis que j'ai quitté Khartoum, je travaille en ligne depuis ma ville natale, mais en juillet 2023, je me suis portée volontaire pour aller à Port-Soudan. Nous avons été accueillis avec d'autres ONG internationales par notre partenaire de l'Alliance2015, Welthungerhilfe. Nous avons effectué conjointement des évaluations de sécurité.

Leçons apprises

- La principale leçon que j'ai tirée de mon expérience en tant que SFP pendant le conflit est que, bien que nous ayons identifié les menaces dans notre analyse des risques, nous n'avons pas accordé suffisamment d'attention au plan d'évacuation. Depuis, nous avons mis à jour notre plan de gestion de la sécurité (PGS) afin de nous assurer que ce plan est bien en place. Même si la probabilité était auparavant considérée comme faible, nous devons toujours mettre en place toutes les mesures nécessaires. Nous avons des fournitures et des kits d'hibernation, mais le plan d'évacuation doit être efficace.
- L'autre leçon à retenir est qu'il faut s'assurer que nos gardes ont accès aux kits d'hibernation. Les gardes ne pouvant pas se relayer, ils étaient coincés dans le bureau, mais n'avaient pas accès à nos kits d'urgence. Je vivais à proximité et j'avais l'habitude de cuisiner pour eux et de leur fournir certains articles, mais il n'était toujours pas facile pour les gardes de me rejoindre ou pour moi de les rejoindre.
- Le SFG est un mécanisme très important et il est nécessaire de disposer d'un groupe solide et de qualité. Si l'un des membres n'est pas suffisamment actif, n'hésitez pas à le remplacer. Il faut parfois du sang neuf. Si les membres du personnel tels que les chauffeurs et les personnes chargées du nettoyage ont le sentiment d'avoir accès à un espace de discussion, alors ils et elles partageront plus facilement des informations afin d'assurer la sécurité collective.
- Mon conseil aux autres SFP est d'établir de bonnes relations et des contacts pour obtenir des informations sur la sécurité. Essayez d'améliorer votre sens de l'anticipation, examinez les choses qui sortent de l'ordinaire et surveillez les indicateurs de changement. Obtenez davantage d'informations sur les incidents de sécurité et sur la manière dont ils se sont produits. Cette analyse vous aidera à mettre en place des mesures pour réduire votre vulnérabilité et la probabilité d'être touché par de telles menaces.

Sittna Elawad est Coordinatrice Administration et Sécurité au Soudan. Elle est également la SFP pour Khartoum.

SAFER : le programme pilote de protection en RDC

Écrit par Mathilde Bouchacourt et Clare Louise Bathgate

Contexte général

En juin 2023, après des mois de violences incessantes entre groupes armés et des besoins humanitaires croissants, les Nations unies ont renforcé leurs opérations humanitaires dans l'est de la République Démocratique du Congo (RDC)¹. Depuis mars 2022, 2,8 millions de personnes ont été forcées de fuir leurs maisons dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, dont près d'un million dans le seul Nord-Kivu². Selon le HCR et l'UNICEF, à Goma et dans ses environs, plus de 600 000 personnes déplacées s'abritent dans des structures de fortune (dont environ 240 000 enfants récemment déplacés)³.

Les **risques de protection** sont très présents dans les sites de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), reflétant la crise de protection qui sévit plus largement en RDC. De nombreux enfants déplacés ont un accès limité à l'éducation, et les adolescent.e.s et préadolescent.e.s sont exposé.e.s à des risques accrus tels que le mariage précoce et le recrutement dans des groupes armés, beaucoup ayant recours à des stratégies de survie, y compris le mariage précoce et les rapports sexuels de survie. Le manque de moyens d'existence et l'absence générale de sécurité ont contribué à l'augmentation des violences basées sur le genre (VBG) avec plus de 31.000 cas enregistrés au cours du premier trimestre 2023 en RDC.



L'équipe de protection se rend sur les sites de mise en œuvre SAFER, Nord-Kivu, juin 2023.

Situation en matière de protection au Nord-Kivu

- Les déplacements massifs de population entraînent une augmentation des cas de VBG (sur les routes pour accéder aux champs, pour ramasser du bois de chauffage, vers le parc national des Virunga).
- Manque d'accès aux moyens d'existence, aux besoins alimentaires pour la survie du ménage -> mécanismes de survie négatifs, en particulier le sexe de survie/transactionnel pour les femmes et les filles. Les garçons sont plus exposés au risque de recrutement forcé.
- Manque d'accès à l'éducation primaire et secondaire pour les enfants, avec les mêmes mécanismes de survie négatifs, ainsi que les mariages précoces.

Au cours d'une discussion de groupe organisée par Concern dans le site de déplacés de Bulengo à Goma, 8 femmes sur 12 ont déclaré qu'elles devaient avoir recours à des relations sexuelles transactionnelles ou de survie pour gagner de l'argent ou des biens afin de nourrir leur famille.

1. <https://drcongo.un.org/fr/237136-les-nations-unies-tirent-lalarme-face-%C3%A0-la-violence-galopante-et-aux-besoins-humanitaires>

2. <https://news.un.org/en/story/2023/06/1138107>

3. <https://www.unhcr.org/news/press-releases/unhcr-calls-urgent-support-6-2-million-people-forcibly-displaced-conflict-dr>

Alors que les besoins de protection sont considérables, les services de protection sont extrêmement insuffisants dans de nombreuses zones vers lesquelles les personnes déplacées ont fui à la recherche d'un lieu sûr.

Le programme SAFER avec une réponse pilote de protection

Créé en novembre 2019, le consortium intitulé **Strategic Assistance for Emergency Response** (Assistance stratégique pour les interventions d'urgence - **SAFER**) rassemble Mercy Corps, le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC), Acted, Solidarités International (SI) et Concern Worldwide pour fournir un mécanisme efficace de réponse rapide d'urgence aux populations déplacées affectées par le conflit en RDC. Au cours de ses deux premières années d'existence, SAFER a touché plus de 1,8 million de personnes en leur apportant une aide multisectorielle vitale en argent, en bons d'achat et en nature, ainsi qu'une aide d'urgence en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH).

Le projet d'urgence SAFER intervient dans les zones dans lesquelles un grand nombre de personnes se sont déplacées pour fuir les conflits. Souvent, ces zones manquent de services de protection et ne disposent pas d'un ensemble complet de soins pour les personnes ayant survécu aux violences. Dans les cas où certains services existent, ils sont souvent situés loin dans les grandes villes, et les personnes ne sont pas en mesure d'y accéder par manque de



Des agents CRM gèrent le bureau des plaintes sur le site de distribution d'argent d'urgence SAFER, au Nord-Kivu.

connaissance des services et/ou par manque de ressources. Pour combler l'écart important entre les besoins en matière de protection et les services disponibles, le programme SAFER en cours (2022 - 2024) inclut une réponse pilote en matière de protection adaptée à la nature spécifique de la réponse rapide, et est piloté par Concern Worldwide. Une équipe mobile de protection a été formée et se déploie aux côtés de l'équipe d'intervention d'urgence pour mener une analyse rapide de la protection afin de contribuer à la programmation des réponses.

L'équipe identifie les cas de protection potentiels au cours de l'intervention d'urgence et les oriente vers des partenaires spécialisés dans la protection, lorsque cela est possible. Le projet fournit de l'argent pour le transport afin d'assurer l'accès aux services d'orientation, ainsi qu'une assistance à la protection individuelle (IPA) pour répondre aux besoins en matière de protection. L'équipe organise des séances de sensibilisation sur les droits et les types de VBG, et sur la manière d'accéder aux services compétents. L'accent est mis sur la protection communautaire, la mise en place de points focaux de protection communautaire, l'identification des cas de protection et l'orientation en toute sécurité vers les services compétents.

Mathilde (Conseillère Genre et Protection), pouvez-vous nous dire quelques mots sur les raisons qui justifient la mise en place de la réponse pilote en matière de protection ?

En plus des problèmes décrits ci-dessus, on constate un manque de personnes au niveau communautaire pour sensibiliser aux droits de l'enfant et à la prévention des VBG, et pour informer les personnes sur les services d'orientation existants. Ces risques et ces violations des droits de l'enfant augmentent avec le déplacement et il est donc essentiel d'y remédier. Il est nécessaire de mettre en place des activités de cohésion sociale menées par les communautés entre les populations déplacées et les communautés hôtes, car les relations sont parfois difficiles. Le programme pilote répond à ce besoin par une protection communautaire, en utilisant des points focaux de protection communautaire et en soutenant un plan de protection communautaire.

Dans la grande majorité des sites d'intervention et au Nord Kivu en général, il y a un manque d'acteurs impliqués dans la réintégration socio-économique des personnes ayant survécu aux VBG. L'IPA fournie par le pilote de protection est un bon moyen de combler cette lacune et de fournir aux personnes ayant survécu aux VBG une assistance qui leur permet de démarrer une petite activité génératrice de revenus et d'atténuer les risques de protection précédemment associés à des stratégies de survie néfastes.

Comment cela se passe ?

Le projet pilote se déroule bien et, au cours de la première année du projet (juin 2022-juin 2023), nous avons déjà atteint plus de la moitié de nos objectifs pour l'IPA (153 orientations effectuées sur un total de 250, et 317 aides individuelles à la protection fournies sur un total de 500). Il s'agit d'un projet de deux ans, mais à ce rythme, nous atteindrons l'objectif avant la dernière intervention du projet. Ce taux élevé d'utilisation des services montre que le besoin existe. Les résultats des programmes pilotes de protection constituent une base solide pour inclure une composante de protection dans les futures versions du programme SAFER, et pour alimenter le programme lors de sa conception.

L'équipe de protection mobile a reçu des commentaires positifs de la part des personnes qui ont bénéficié d'une aide à l'orientation et/ou d'une IPA. Parmi les bénéficiaires de l'IPA interrogés par l'équipe, 98 % ont estimé que l'assistance fournie avait eu un impact important sur l'amélioration de leur situation et la prise en compte des risques liés à leur protection.

Quels sont les défis rencontrés ?

Le maintien de la confidentialité dans le cadre de l'IPA a été difficile, ce qui a parfois conduit à fournir une assistance en dehors des villages afin d'éviter la stigmatisation. La conception initiale du projet limitait l'IPA à un soutien en nature, ce qui rendait difficile la prise en charge des traitements médicaux urgents pour les cas de protection tels que les personnes ayant survécu aux VBG ou à la torture, et les accouchements par césarienne dans les cas où le pronostic vital était engagé. Concernent actuellement des actions de plaidoyer



Clare Louise Bathgate et Mathilde Bouchacourt montent à bord d'un hélicoptère de l'UNHAS à Beni pour se rendre à Kanyabayonga, au Nord-Kivu.

après des bailleurs de fonds et du Consortium afin de pouvoir répondre à ces cas. Concernant récemment obtenu l'accord des bailleurs de fonds pour fournir des IPA en argent liquide, ce qui signifie que de l'argent liquide peut maintenant être donné aux personnes qui ont besoin d'un traitement médical pour répondre à leurs problèmes de protection.

De quel soutien technique avez-vous eu besoin pour mettre en place le projet pilote de protection ?

Au début du projet, nous avons eu besoin du soutien technique du siège pour développer des modules de formation sur l'identification et l'orientation en toute sécurité des cas de VBG et de protection de l'enfance, ainsi que des lignes directrices et des outils pour l'IPA et les formulaires d'orientation.

La Conseillère en Protection Humanitaire a effectué une visite technique dans le pays afin d'apporter son soutien à la formation aux premiers secours psychologiques et aux activités de protection de l'enfance, et d'évaluer le déroulement du projet pilote de protection.

Quels sont les principales leçons tirées de l'expérience pilote en matière de protection ?

- Coordonner avec le Cluster Protection en ce qui concerne les besoins de renforcement des capacités du personnel. Le Cluster est en mesure d'apporter son soutien pour de nombreuses sessions de formation. Signaler le manque d'acteurs intervenant dans le domaine de la protection dans une zone pour le plaidoyer, informer de notre présence dans une zone.

- Flexibilité dans la conception du projet pour fournir un IPA en argent ou en nature en fonction de chaque cas.
- Suivi approfondi avec l'équipe de protection pour vérifier que les IPA fournies répondent à un besoin urgent de protection et qu'elles répondent au problème de protection. Effectuer des visites sur le terrain pour s'assurer que les cas sont traités conformément aux meilleures pratiques et principes



Formation des points focaux de safeguarding aux boîtes à images sur les types de violence et la VBG, Nord-Kivu.

Quels sont les trois principaux conseils que vous donneriez à d'autres équipes pays qui envisagent de se lancer dans des activités de protection ?

1. Il est essentiel de disposer d'une personne d'un.e conseiller.e ou coordinateur.trice en protection pour former l'équipe dès la phase de démarrage, surtout s'il s'agit du premier projet de protection dans votre programme pays.
2. Prévoir une ligne budgétaire pour l'orientation, par exemple de l'argent liquide pour le transport vers les services d'orientation. Formez l'équipe à l'identification en toute sécurité, à la cartographie des services, aux formulaires d'orientation et à la protection des données sensibles.
3. Commencez progressivement, et lorsque vous maîtriserez les bases, vous pourrez ajouter d'autres éléments. Contactez le/la conseiller.e en protection humanitaire au siège lors de la conception de nouveaux éléments et assurez-vous que le personnel technique clé est prévu dans le budget pour superviser leur mise en œuvre.

Témoignage de réussite

Les femmes et les jeunes filles sont exposées à un risque élevé de violences dans les champs entourant le site de déplacés de Kanyaruchinya et près du parc des Virunga. Après avoir fui les affrontements entre le M23 et les FARDC dans sa ville natale du territoire de Rutshuru, Riziki* et sa famille ont rejoint en octobre 2022 le site de déplacés de Kanyaruchinya, dans le territoire de Nyaragongo, au Nord-Kivu. N'ayant aucune source de revenus (Riziki était couturière et son mari agriculteur) la vie était extrêmement difficile pour la famille.

Alors qu'elle cherchait du bois sec à la périphérie du camp PDI, Riziki a été violée. Physiquement et émotionnellement traumatisée, elle a sollicité des soins médicaux et psychosociaux auprès de Heal Africa, dont le personnel l'a aidée à commencer à guérir. Grâce au partenariat de Concern avec Heal Africa, elle a également été orientée vers Concern pour bénéficier d'une aide à la protection individuelle afin de répondre aux besoins financiers immédiats et à moyen terme de la famille. Concern a fourni à Riziki une machine à coudre et du matériel de couture de base pour lui permettre de générer un revenu pour sa famille et de réduire son exposition aux risques de protection.

« Grâce à Concern, j'ai reçu une nouvelle machine à coudre qui changera considérablement mes conditions de vie ici. Je vais coudre des vêtements pour les autres femmes et je vais gagner de l'argent sans avoir besoin du soutien de qui que ce soit. Je n'irai plus au parc pour chercher du bois mort, car cette activité est trop risquée pour les femmes et me fait revivre de mauvaises situations. »
Riziki, femme déplacée à Kanyaruchinya.

*prénom modifié pour des raisons de sécurité



Distribution d'argent d'urgence, programme SAFER, Nord-Kivu.

Comprendre la résilience grâce à une RRC axée sur la communauté

Écrit par Richard Bold & Thomas Mayuen



Distribution de plants de manguiers, de goyaviers et de citronniers à la communauté d'Abyei Chock dans le cadre d'une solution naturelle.

Concern considère depuis longtemps que la résilience est le résultat d'une bonne réduction des risques de catastrophe (RRC)¹. Cet article illustre comment la RRC peut renforcer la résilience, en s'appuyant sur des exemples tirés de la mise en œuvre par Concern du programme de résilience pré-événement financé par Zurich dans la communauté d'Abyei Chock, au Sud-Soudan².

La résilience se définit comme « *la capacité d'un système, d'une Communauté, ou d'une société exposé aux aléas, de résister, d'absorber, de s'accommoder de, de s'adapter à, de transformer et de se remettre des effets d'un aléa, en temps opportun et d'une manière efficace, y compris en préservant et restaurant ses structures et fonctions Essentielles de base à travers la gestion du risque* »³. Il est important de reconnaître que la résilience n'est pas une fin en soi, mais qu'elle évolue continuellement en fonction de la nature des risques encourus.

1. Document Concern sur les approches en matière de RRC (2016) disponible ici : [Emergency Technical Unit - Disaster Risk Reduction - All Documents \(sharepoint.com\)](#)

2. Cf. [Flood Resilience Measurement for Communities \(FRMC\) - Flood Resilience Portal](#)

3. [Resilience | UNDRR](#)

Concept de continuum de résilience

Les méthodes de réduction des risques de catastrophes peuvent renforcer la résilience des communautés. Pour éviter les situations dans lesquelles les projets tentent d'en faire trop et trop vite, le concept de continuum de résilience est proposé pour mieux configurer la RRC en fonction des besoins de la communauté. Cette approche prend en compte trois aspects de la RRC. Tout d'abord, la **gestion des risques de catastrophes** traite les impacts d'un risque ; ensuite, la **réduction des risques de catastrophes** s'attaque aux causes du risque ; enfin, la **transformation des risques de catastrophes** s'efforce de changer la nature du risque auquel la communauté est confrontée.

Le contexte est un élément important à prendre en compte pour déterminer les aspects de la RRC les mieux adaptés à une communauté. Dans les endroits considérés comme très fragiles, une approche de gestion des risques est plus adaptée. Dans les contextes moins fragiles et plus sûrs, un éventail plus large d'actions de RRC est réalisable. La nature même du risque est importante. Il est plus

4. **La robustesse** est la capacité des décisions à atténuer la catastrophe et à prévenir les risques futurs.

RRC centrée sur la communauté (RRC-CC)

Il est essentiel de s'assurer que la RRC est centrée sur la communauté pour qu'elle soit efficace et qu'elle permette en fin de compte d'accroître la résilience de la communauté. La RRC-CC est réussie lorsque les communautés avec lesquelles Concern travaille sont en mesure de reconnaître, définir et expliquer comment elles sont affectées par les risques, et qu'elles peuvent obtenir un soutien et des ressources, avec des orientations externes, pour mieux leur permettre de surmonter les défis que posent ces risques.

Le point de départ est la **vision de la résilience** de la communauté, illustrée par la communauté d'Abyei Chock, dans le nord du Bar El Ghazal, au Sud-Soudan. Avant le projet, cette communauté n'avait bénéficié d'aucun soutien préalable et était confrontée au risque d'inondations répétées et dévastatrices. Elle a désormais pris des mesures concrètes pour répondre à ces problèmes :

« En 2027, Abyei Chock est **mieux préparée aux inondations et subit moins de pertes liées aux inondations**, car la communauté est davantage en mesure de **protéger et d'améliorer les ressources naturelles** afin de réduire l'impact des inondations. Grâce à de **bons réseaux communautaires**, la communauté peut renforcer les capacités locales, mobiliser les ressources locales et **diversifier les moyens d'existence** de manière adéquate afin d'améliorer la résilience aux inondations avant qu'elles ne se produisent ».

Une fois la vision de la résilience communautaire définie, les composantes de cette vision sont reliées à des sources spécifiques de résilience définies d'un commun accord par la communauté, et toutes les synergies et insuffisances sont identifiées. Ces sources sont ensuite reliées à chacun des 4R. Le tableau 1 présente quelques-unes des principales sources de résilience reconnues comme étant pertinentes par la communauté d'Abyei Chock.

Par exemple, si l'on considère les connaissances en matière de protection des actifs, il pourrait s'agir de connaissances implicites qui sont appliquées en cas de forte probabilité de catastrophe, ce qui est alors lié à la redondance. Les connaissances permettant de modifier la protection des actifs constituent la base, après quoi la capacité à les mettre en pratique indiquerait un niveau d'ingéniosité de la part du ménage, ce qui est possible grâce à l'augmentation des revenus ou à l'accès au financement à travers des associations villageoises d'épargne et de crédit. Si la redondance est l'objectif principal, d'autres composantes de 4 niveaux peuvent également être pertinentes, mais l'essentiel est d'identifier le point d'accès principal, puis de construire une protection efficace des actifs autour de ce point d'accès.

Planification

Sur la base des éléments essentiels de la vision et des sources spécifiques de résilience convenues, les activités sont ensuite planifiées en tandem avec l'outil de positionnement de la RRC. Ainsi, Abyei Chock se trouvant dans une **zone moins fragile** mais avec un conflit en arrière-plan et considérant un risque **prévisible** (inondation), en termes du continuum, l'accent est d'abord mis sur la **gestion des risques de catastrophe** afin de jeter les bases d'un travail plus systématique de RRC, ce qui signifie soutenir l'adaptation aux risques au niveau des ménages.

La communauté a convenu qu'il était nécessaire de sensibiliser la population à la gestion de l'environnement afin d'améliorer les moyens d'existence et les revenus qui en découlent. La réduction du risque d'inondation est essentielle à cet égard. C'est pourquoi les activités définies par le projet sont, par exemple, l'entretien sur place des digues et la culture d'arbres fruitiers. Ces actions constituent la base d'un **plan d'action communautaire**, qui est utilisé pour plaider auprès du gouvernement en faveur d'un soutien accru et d'un changement de politique en matière de RRC.



Ménage à Abyei Chock élevant un socle à 1,5 m pour se protéger des eaux de crue.

Source	Actif	Résultat de la baseline	Pertinence	4R
Connaissances en matière de protection des actifs	Humain	67% des ménages sont capables de citer une mesure visant à protéger les moyens d'existence.	La connaissance de la protection des actifs permet de sauvegarder les principaux moyens d'existence.	Redondance
Fonds communautaire pour les catastrophes	Financier	La majorité de la communauté n'en a pas connaissance	Des moyens d'existence forts créent des opportunités de protection contre les catastrophes, par le biais de programmes liés aux associations villageoises d'épargne et de crédit.	Redondance
Sensibilisation à la gestion de l'environnement	Humain	63% de la communauté ne sait pas comment l'environnement peut contribuer à la protection contre les inondations	L'amélioration des connaissances et de la sensibilisation à la gestion des ressources naturelles contribuera à la diversification des moyens d'existence en tant que stratégie clé pour faire face aux catastrophes.	Redondance
Stratégie de continuité des revenus des ménages	Financier	94 % n'ont pas accès à un revenu après une inondation	L'amélioration des revenus est une stratégie clé pour faire face aux risques de catastrophes.	Rapidité

Tableau 1 Exemples de sources de résilience identifiées par la communauté d'Abyei Chock, au Sud-Soudan.

La dernière étape du processus est l'élaboration d'un cadre de suivi et d'évaluation approprié. Ce cadre est utilisé pour mesurer les sources de résilience et les progrès accomplis dans la réalisation de la vision de la résilience de la communauté.

Pour plus d'informations sur l'exemple du Sud-Soudan, veuillez contacter Thomas Mayeun de l'équipe Sud-Soudan.

Mécanismes de feedback, de plainte et de réponse et évaluation des besoins des communautés en matière de safeguarding - Expérimentation de nouveaux outils en Éthiopie

Écrit par Betsegaw Botamo et Ellen Donnelly

Qualité, redevabilité et mise en œuvre de programmes sûrs

Concern s'engage à améliorer en permanence ses systèmes et processus de qualité et de redevabilité. Cet engagement se traduit par la certification de la Norme Humanitaire Fondamentale et par nos lignes directrices globales en matière de responsabilité, qui stipulent que « nous nous engageons à rendre des comptes à nos parties prenantes et à veiller à ce que celles-ci disposent des moyens leur permettant de nous demander des comptes. »¹ Le cadre stratégique de protection et de safeguarding lancé en mai 2021 (disponible ici en [anglais](#) et en [français](#)), définit sept objectifs stratégiques visant à renforcer notre capacité organisationnelle en tant qu'organisation sûre exécutant des programmes sûrs, notamment par le biais de la redevabilité et de partenariats sûrs.

Les mécanismes de feedback, de plainte et de réponse (FCRM), efficaces et pleinement fonctionnels, jouent un rôle essentiel en garantissant que Concern - et ses partenaires - sont redevables envers les communautés avec lesquelles et pour lesquelles nous travaillons. Les FCRM au niveau national sont conçus pour transmettre à l'équipe de Concern les suggestions, les idées, le feedback et toute information sur les questions relatives aux programmes, émanant des personnes

participant aux programmes.² Ils permettent également de recueillir des informations sur des questions sensibles et des cas potentiels de préjudice tels que l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels (SEAH), la fraude ou la corruption. Ils sont mis en place dans tous les programmes pays de Concern afin de fournir des canaux sûrs, confidentiels, transparents et accessibles à toutes les personnes participant aux programmes pour qu'elles puissent exercer leur droit de faire part de leurs observations et de leurs plaintes et d'obtenir une réponse à ces dernières.

La participation active des communautés à la conception et à la mise en œuvre des approches qui leur conviennent, ainsi qu'une communication efficace avec les communautés sur leurs droits, les risques potentiels et les options en matière de signalement, font partie intégrante de la réussite des FCRM. Les communautés disposent de systèmes existants pour aborder et gérer ces questions. Elles ont des canaux de communication privilégiés et des perspectives culturelles différentes quant à l'opportunité et à la manière de faire part de leurs inquiétudes. Les programmes pays gèrent ces complexités au quotidien, grâce à la participation active des communautés, et s'appuient sur des FCRM spécifiques au contexte pour s'assurer qu'ils sont acceptables et accessibles à l'ensemble des membres de la communauté.

¹ Lignes directrices Concern Worldwide sur le renforcement de la redevabilité à l'égard de nos communautés cibles et de nos partenaires locaux (2013)

² En 2023, la PSU a élargi le champ des sujets que les programmes pays devraient promouvoir et accueillir par le biais de leurs mécanismes de feedback et de réponse aux plaintes : [Nouvelles catégories CRM 2023](#)



L'équipe Genre lors d'une séance de sensibilisation sur les canaux du FCRM auprès de femmes à Gondar. Photo: Ellen Donnelly

Adopter une approche FCRM basée sur les besoins

Afin de renforcer la conception et l'adaptation des FCRM, en particulier dans les nouveaux pays ou les zones dans lesquelles nous n'avons jamais été opérationnels, l'Unité de Protection et de Safeguarding (PSU) a conçu une évaluation des besoins en matière de FCRM et de safeguarding. L'évaluation identifie les dynamiques infrastructurelles, logistiques et culturelles dans le but de nous permettre de communiquer au mieux avec les personnes participant aux programmes, de leur fournir des canaux de communication et d'assurer leur participation active tout au long du processus. Quels sont les canaux de communication préférés ? Est-ce la même chose pour le feedback sur les programmes et les plaintes sensibles ? Cela s'applique-t-il à tous les groupes, hommes et femmes, communautés déplacées et communautés hôtes ? Si ce n'est pas le cas, quels sont les obstacles rencontrés par les différents groupes ? L'évaluation des besoins en matière de FCRM et de safeguarding fournit des outils et des orientations permettant aux programmes pays de mieux comprendre cette question et, par conséquent, de développer des mécanismes de feedback plus pertinents et plus accessibles. Les outils mis au point s'inspirent des efforts déployés pour

améliorer les processus de safeguarding, de feedback et de redevabilité, tant en interne qu'en externe, en particulier par l'IFRC³ et par Empowered Aid⁴.

La PSU a contacté les bureaux pays afin d'identifier les zones aptes à tester l'approche. Les équipes des programmes en Éthiopie et au Burkina Faso ont accepté de tester et de contribuer à la finalisation de ces outils, avec le soutien de membres de la PSU qui ont effectué des visites sur le terrain. Cet article se concentre principalement sur le processus et l'apprentissage qui en a résulté en Éthiopie.

Le programme pays de l'Éthiopie fait preuve d'un engagement fort en matière de redevabilité et de safeguarding, qui se traduit concrètement par l'investissement de ressources. L'assurance qualité du programme dispose d'un.e conseiller.e en matière de redevabilité et d'apprentissage et d'un.e assistant.e en matière de redevabilité. La procédure opérationnelle standard (POS) complète du FCRM est en

3. Guide de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sur l'engagement communautaire et la redevabilité (2021) – Outil 15 Kit de démarrage pour le feedback <https://communityengagementhub.org/resource/ifrc-feedback-kit>

4. Global Women's Institute (2020) Boîte à outils pour la recherche-action participative d'Empowered Aid <https://empoweredaid.gwu.edu/participatory-methods>

place au niveau national et repose sur plusieurs canaux de signalement et elle est accompagnée de nouveaux matériels IEC (information-éducation-communication). Le suivi post-distribution inclut des questions relatives à la redevabilité et à l'intégration de la protection. Enfin, l'Unité Genre a récemment été renforcée pour intégrer la protection et, avec le personnel des ressources humaines chargé des questions de safeguarding, elle est en charge de renforcer la formation au safeguarding pour le personnel ainsi que de renforcer les structures de redevabilité au niveau de la communauté.

Identifier les besoins et les préférences

La localité de Gondar, dans la région d'Amhara en Éthiopie a été choisie pour l'évaluation des besoins en matière de FCRM et de safeguarding. C'est un lieu idéal, car il s'agit à la fois d'une zone d'intervention établie (ERNE) et du site d'un nouveau programme de développement à long terme financé par Irish Aid et lancé en 2023 (*REGRADE-II*). Cela a permis de tirer des enseignements des expériences de FCRM existants auprès des personnes participant au programme et d'évaluer les besoins et les préférences des nouvelles communautés en matière de FCRM et de safeguarding. Le programme *REGRADE-II* sera mis en œuvre dans douze bassins versants de la zone centrale de Gondar. L'objectif général est de permettre à 2.800 ménages de satisfaire durablement leurs besoins de base et d'améliorer leurs stratégies d'adaptation grâce à des moyens d'existence renforcés et qui tiennent compte de l'environnement naturel. Dans la mesure où le programme *REGRADE-II* sera mis en œuvre pendant cinq ans, la première année est le moment idéal pour entamer un dialogue avec les communautés afin de comprendre leurs besoins et leurs préférences en ce qui concerne les procédures et les activités de communication relatives au FCRM, afin de pouvoir mettre au point un système pertinent et accessible.

L'évaluation a été codirigée par deux membres de l'équipe éthiopienne : Betsegaw Botamo, conseillère en matière de redevabilité et

d'apprentissage, et Samrawit Solomon, coordinatrice pour l'égalité des genres. Ellen Donnelly, manager du projet Protection et Safeguarding, les a rejoints dans le pays en mars 2023 afin de fournir des orientations techniques pour la préparation et la collecte des données, et a continué à apporter son soutien à distance par la suite. L'évaluation proprement dite s'est appuyée à la fois sur des discussions de groupe (FGD) et sur des enquêtes auprès des ménages. Les discussions de groupe ont eu lieu avec des membres de la communauté (ventilés par genre), des leaders communautaires (mixtes), des comités FCRM (mixtes), et une discussion de groupe portant exclusivement sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA), menée uniquement avec des femmes. Bien que la prévention de l'exploitation et des abus sexuels soit toujours un sujet délicat à aborder, ces sessions ont permis d'explorer les obstacles au signalement en général et de discuter ouvertement des risques de safeguarding, des droits des personnes participant aux programmes et de leurs préférences en matière de signalement. Le guide du FGD et l'enquête ont été conçus pour recueillir des points de vue sur cinq grands thèmes de recherche :

1. Approches en matière de communication et de sensibilisation,
2. Perceptions communautaires du retour d'information/des plaintes et de la prise de parole,
3. Besoins et préférences en matière de partage du retour d'information sur les programmes,
4. Besoins et préférences en matière de partage du retour d'information sensible ,
5. Besoins et préférences pour recevoir des réponses de Concern, c'est-à-dire pour boucler la boucle.

Leçons apprises

Menée par une équipe d'évaluation composée de 10 membres du personnel de Concern (5 femmes, 5 hommes), la collecte de données s'est déroulée sur trois jours, couvrant quatre communautés du programme. Au total, 146 personnes ont participé à 11 groupes de discussion et 52 enquêtes individuelles.

L'évaluation s'est heurtée à des difficultés et à des limites bien connues, notamment la disponibilité du personnel, le budget et la nécessité de veiller à ce que des sujets aussi complexes soient bien compris. Néanmoins, l'équipe a réussi à recueillir des données riches et variées, ce qui a permis de tirer plusieurs conclusions immédiates concernant le FCRM et le safeguarding.

On a pu constater des différences significatives entre les genres en ce qui concerne l'accès aux téléphones portables. Les ménages aisés et les hommes avaient un meilleur accès. Par conséquent, les femmes préféraient s'adresser directement au personnel de Concern ou aux points focaux communautaires plutôt que d'utiliser un téléphone portable. Elles ont fait état de nombreux obstacles au signalement de sujets sensibles, notamment le fait de ne pas être crues et d'être confrontées à la stigmatisation de la part de la communauté. Les communautés ont estimé qu'elles devraient être informées des normes de comportement que les personnels humanitaires doivent respecter, mais elles ont eu du mal à faire la distinction entre les dommages causés par le personnel de Concern ou de ses partenaires et la VBG au sein de la communauté. Ces constatations, lorsqu'elles ont été examinées par l'équipe d'évaluation, ont débouché sur des actions spécifiques à mettre en œuvre.

« L'exploitation et les abus sexuels, y compris le harcèlement, constituent l'un des principaux risques auxquels sont exposés les groupes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes filles, dans le cadre d'une assistance à long terme ou à court terme. Afin de garantir le safeguarding des personnes participant aux programmes et de prévenir d'éventuels incidents liés à l'EES, les discussions de groupe sur l'exploitation et des abus sexuels ont été particulièrement importantes. Concern Éthiopie a depuis lors mis en œuvre les actions relatives à la prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA), y compris la préparation de messages sur la PSEA, ainsi que l'intégration de la PSEA dans nos kits de formation sur les VBG. » - Samrawit Solomon, Coordinatrice pour l'égalité des genres

Recommandations internes

L'analyse des données a donné lieu à de nombreuses réflexions et recommandations, dont les principales sont les suivantes :

1. Élaboration de messages clés et de matériel IEC (aides visuelles) sur les droits, les risques et le signalement, en particulier la sensibilisation à l'exploitation et aux abus sexuels, à partager avec les communautés,
2. Sensibiliser davantage les communautés aux aspects clés liés au FCRM (comportements inacceptables, types de problèmes à signaler, comment signaler, comment les signalements seront traités, comment Concern fournira un retour d'information),
3. Renforcer la formation du personnel sur la diffusion des messages clés de safeguarding et de FCRM, le traitement des divulgations en matière de safeguarding, et former le personnel FCRM sur la conduite d'enquêtes de feedback programmatique (procédures de traitement des plaintes),
4. Améliorer le suivi, l'évaluation, la responsabilisation et l'apprentissage et encadrer le personnel chargé du suivi au niveau communautaire afin d'inclure le FCRM dans les discussions,
5. Renforcer la coordination et la collaboration en matière de safeguarding et de FCRM entre les différentes équipes du bureau pays.

L'évaluation a révélé la nécessité de renforcer l'intégration et le travail d'équipe entre les différents départements au niveau du pays, en particulier entre le personnel en charge de la redevabilité, du Safeguarding (RH) et de la protection, qui relèvent de différents responsables hiérarchiques. Dans le cadre du suivi de l'évaluation, les membres des équipes respectives se sont réunis pour discuter de la manière de mieux s'intégrer et de travailler en équipe pour faire avancer les actions, en élaborant un plan d'action avec des rôles et des responsabilités attribués, y compris des points d'étape réguliers. Ce niveau de connexion et de coordination a constitué une base solide pour une programmation sûre.

D'autres recommandations qui ont été intégrées en tant qu'actions :

- Renforcer l'intégration et le travail d'équipe au sein du personnel du bureau pays
- Réviser et mettre à jour les procédures opérationnelles standard du mécanisme de feedback, de plainte et de réponse
- Elaborer et utiliser des messages standard en lien avec le FCRM auprès des communautés
- Renforcer la sensibilisation et la visibilité en matière de safeguarding (notamment grâce à de nouveaux matériels d'IEC) auprès des communautés
- Organiser régulièrement des sessions de sensibilisation des communautés sur la safeguarding et la redevabilité
- Organiser des formations de remise à niveau pour les comités FCRM au niveau communautaire

A l'avenir

La possibilité de piloter ces approches aux côtés des équipes des programmes pays s'est révélée inestimable pour la PSU. Cela permet de s'assurer que les outils ont été testés et que le personnel national y a directement contribué, avant d'être déployés pour être utilisés par d'autres équipes pays. Parallèlement, cela a permis au programme pays accueillant l'initiative d'avoir son mot à dire dans le développement et l'utilisation de l'approche, et de bénéficier d'un soutien sur place pour sa mise en œuvre.



Discussion de groupe avec les hommes de la communauté de Gondar, Éthiopie. Photo: Ellen Donnelly

« L'évaluation ne figurait pas dans notre plan annuel pour l'année 2023, mais j'ai constaté qu'elle contribuait davantage que les activités de notre plan annuel en ce qui concerne le renforcement de notre FCRM et du safeguarding. Je remercie la PSU d'avoir choisi notre programme et pour tout le soutien apporté pendant le séjour, ainsi que Barbara White, notre Directrice Pays, d'avoir accepté d'accueillir la mission. Nous appliquerons et utiliserons en permanence les conclusions et les recommandations de l'évaluation »
Betsegaw Botamo, Conseillère en matière de redevabilité et d'apprentissage

L'évaluation elle-même a fourni des informations essentielles sur les dynamiques communautaires relatives au genre, aux risques de préjudice et aux perceptions concernant le signalement des plaintes. Elle a également donné des indications en interne sur la manière de renforcer la capacité de l'équipe éthiopienne à assurer et à améliorer la redevabilité et le safeguarding. Des actions telles que le renforcement de la formation du personnel sur ses rôles et responsabilités spécifiques en matière de redevabilité et de safeguarding, la manière de communiquer les messages clés aux communautés, la sensibilisation globale des communautés, continueront d'améliorer notre capacité à être une organisation sûre, mettant en œuvre des programmes sûrs. La meilleure façon d'y parvenir est d'assurer la coordination entre les responsables des questions de genre, de redevabilité et de safeguarding.

Sur la base des projets pilotes d'évaluation du FCRM et du safeguarding en Éthiopie et au Burkina Faso, la PSU a apporté des améliorations aux outils d'évaluation et prévoit une diffusion des orientations à l'échelle mondiale (en plusieurs langues) dans les mois à venir. Si un bureau pays souhaite examiner la pertinence de ses canaux de retour d'information, mieux comprendre les obstacles au signalement, ou prévoit d'intervenir dans de nouvelles zones de programme et souhaite entreprendre l'évaluation, veuillez contacter l'Unité de Protection et de Safeguarding. Si les bonnes pratiques en matière de redevabilité vous intéressent particulièrement, n'oubliez pas de rejoindre et de participer à nos communautés de pratique via Teams et Viva Engage.

Vers une réduction des émissions liées aux transports ?

Écrit par Simon Brown

La transition vers des véhicules émettant moins de CO2 se heurte à de nombreux obstacles, mais nous devons réfléchir aux changements de comportement qui peuvent nous aider à atteindre nos objectifs.

Cette année, nous avons mis à jour notre manuel de transport en profondeur, principalement en raison de l'évolution des attitudes et de la priorité accordée à notre impact sur l'environnement. Concern s'est engagé à réduire de 20 % l'empreinte carbone de ses transports d'ici à 2030. À chaque fois qu'un changement à fort impact est nécessaire, nous nous tournons souvent vers la technologie pour nous sortir d'un mauvais pas. De nombreuses personnes préconisent de passer des véhicules à moteur à combustion interne standard (MCI) aux véhicules électriques (VE) ou hybrides (VH) mais, malheureusement, c'est beaucoup plus facile à dire qu'à faire.

Il est très peu probable que nous puissions atteindre notre objectif de 20 % en nous contentant de passer aux nouvelles technologies. Il nous faudrait beaucoup plus de temps que les sept années dont nous disposons pour atteindre notre objectif. Est-ce que cela signifie que nous devons abandonner l'idée d'utiliser des véhicules électriques et hybrides ? Non, mais nous devons aussi intégrer l'écoconduite dans nos pratiques.

L'écoconduite repose sur différentes pratiques qui permettent de minimiser notre consommation de carburant pour un trajet donné. De nombreuses techniques peuvent être utilisées pour y parvenir, mais je vais me concentrer sur quelques techniques simples qui peuvent avoir un impact relativement important. Nous avons identifié quatre idées simples qui pourraient avoir un impact considérable sur notre consommation

de carburant et, par conséquent, sur nos émissions de CO2. Leur mise en œuvre ne coûte rien, nécessite relativement peu d'intervention et pourrait nous permettre de faire un grand pas en avant sur la voie de la réduction des émissions de CO2 dues aux transports.

1. Réduire les freinages inutiles

Quand j'étais jeune, mon père m'a appris à conduire. J'étais apprenti mécanicien dans le cadre d'un programme d'apprentissage public. Le lieu de travail de mon père se trouvait à proximité. Chaque matin, il me donnait une leçon de conduite en me conduisant à mon centre de formation, après quoi mon père continuait à travailler. Un jour, avant de partir, mon père m'a dit : « Je veux que tu conduises jusqu'au travail sans utiliser les freins. Ce qu'il m'a demandé m'a surpris, car dans mon inexpérience, je ne trouvais pas cela très sûr. Il m'a expliqué que je devais utiliser les freins si nécessaire, mais que l'objectif était de conduire de manière à ne pas avoir à le faire. C'était étonnamment simple à faire et cela m'a appris le concept de conduite basée sur l'anticipation.

Imaginez un scénario dans lequel vous conduisez sur une route. Un obstacle semble se dresser devant vous. La plupart des personnes continueront à rouler jusqu'à ce qu'elles atteignent le point où elles doivent freiner et s'arrêter. Certaines personnes peuvent même accélérer jusqu'à ce qu'elles soient obligées de freiner. Un.e conducteur.trice qui anticipe lèvera le pied de l'accélérateur et roulera en roue libre jusqu'à l'obstacle, ce qui lui laissera le plus de temps possible pour franchir l'obstacle et nécessitera moins de freinage et d'accélération. Cela permet

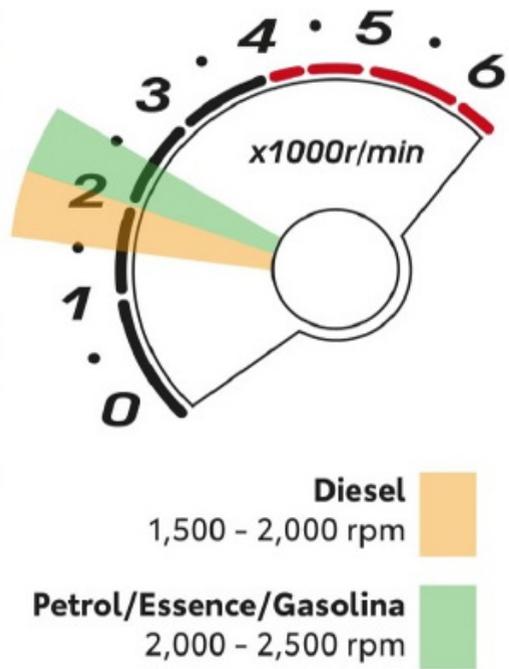


Photo: Simon Brown

de réduire la consommation de carburant et présente l'avantage supplémentaire de réduire l'usure des pneus et des freins. C'est également une méthode plus sûre, qui réduit considérablement les risques d'accident.

2. Réduire la vitesse

La consommation de carburant varie en fonction de la vitesse de conduite et de la vitesse utilisée. La politique de Concern stipule que 90 km/h est la vitesse maximale autorisée sur des routes en bon état, lorsque les conditions sont favorables. Il ne s'agit pas d'un objectif à atteindre, il s'agit d'un maximum. Le simple fait de réduire la vitesse maximale autorisée de 10 %, pour chaque condition différente, pourrait avoir un impact étonnamment important sur la consommation de carburant. Le choix du moment où l'on passe à la vitesse supérieure peut également s'avérer bénéfique. En règle générale, pour une Toyota Land Cruiser, passer à la vitesse



supérieure entre 1 500 et 2 000 tr/min permet d'optimiser l'utilisation de la boîte de vitesse et la vitesse elle-même pour minimiser la consommation de carburant. Toyota Gibraltar estime que la consommation de carburant d'un Land Cruiser peut être réduite de 8 % grâce à cette seule technique.

3. Maintenir une pression des pneus correcte

Ce point est essentiel pour la sécurité. Une pression trop élevée compromet la tenue de route du véhicule. Une pression trop basse risque de provoquer une défaillance du pneu. Une pression trop basse augmente également la consommation de carburant de 3 % pour chaque 0,5 bar (environ 7 PSI) en dessous de la pression optimale. Un simple manomètre pour pneus coûte peu en général et peut nous aider à nous assurer que la pression des pneus est adaptée aux conditions.

4. Réduire la charge

Nous savons tous qu'une augmentation du poids entraîne une augmentation de la consommation de carburant. C'est pourquoi les limites de chargement doivent être respectées. Le concept de traînée aérodynamique est peut-être moins bien compris. Pour faire simple, il s'agit de la résistance au vent, qui augmente évidemment avec la vitesse. L'augmentation de la résistance s'accompagne d'une augmentation des frottements et le véhicule doit travailler plus dur pour conserver son élan. Nos Land Cruisers à toit rigide sont généralement équipés d'une galerie de toit et de roues de secours. À lui seul, ce dispositif augmente la consommation de carburant d'environ 5 à 10 % par rapport au même véhicule sans galerie de toit. Pour celles et ceux d'entre nous qui chargent régulièrement des marchandises supplémentaires sur les barres de toit, la consommation de carburant pourrait augmenter de 40 % en raison de la résistance accrue au vent.

Notre bureau pays a peut-être déjà optimisé ses activités dans ce domaine. Dans ce cas, vous pouvez consulter le nouveau manuel de transport (bientôt disponible) pour obtenir des conseils sur d'autres initiatives qui peuvent être mises en application. N'oubliez pas non plus que l'unité Approvisionnement et Logistique est toujours prête à vous aider.

Le nouveau manuel de transport reflète également un changement de politique concernant les motos. Historiquement, nous avons acheté des motos avec des moteurs à 2 temps et à 4 temps. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans les détails des différences entre ces deux types de moteurs, mais il suffit de dire qu'à l'avenir, la politique de Concern consiste à n'acheter que des motos à moteur à 4 temps. Les moteurs à 2 temps produisent plus de 6 fois plus d'émissions de CO₂ que les moteurs à 4 temps. Ils contiennent également des concentrations plus élevées de composés organiques volatils (COV), qui peuvent être nocifs pour la santé humaine.



Photo: Concern Worldwide

Enfin, j'aimerais attirer l'attention de toutes et tous sur l'adhésion de Concern au Fleet Forum. Toute personne disposant d'une adresse électronique de Concern peut s'inscrire sur le site (<https://www.fleetforum.org/>) et accéder à de nombreuses ressources liées à la gestion des flottes de véhicules (site en anglais). Fleet Forum est une organisation à but non lucratif qui met en relation des organisations humanitaires avec des entreprises de logistique et de transport du secteur privé afin de mieux partager l'information et d'améliorer la communication entre les organisations.

Ce n'est pas le site web le plus facile à naviguer. Une fois inscrit, vous pouvez vous connecter [ici](#). Vous y trouverez des présentations, des articles et des conseils sur un large éventail de sujets liés à la gestion de flotte. En outre, des webinaires et des formations sont disponibles par l'intermédiaire du Fleet Forum. Concern paie pour l'accès, alors n'hésitez pas à en faire usage.

À qui s'adresse la publication

Tous les personnels impliqués dans le développement, la mise en œuvre, la gestion, le suivi, l'évaluation et la communication du travail fait par Concern. Cette publication devrait aussi être partagée avec les partenaires.

Ce qu'inclut cette publication

- Pratique prometteuse
- Apprentissage organisationnel
- Promotion d'approches de programmation multisectorielles et intégrées
- Liens vers les rapports complets

Ce qu'elle n'inclut pas

- Des recommandations ciblées
- Des preuves supplémentaires ne figurant pas dans les documents cités
- Des descriptions détaillées des interventions ou de leur mise en œuvre

GRUPE DE TRAVAIL DE RÉDACTION

- Rédacteurs en chef:
Michelle Kearns & Chris Pain
- Rédacteur en chef du numéro: **Peter Doyle**
- Rédacteur adjoint: **David Jones**

Mots clés

Urgence, Humanitaire, Conflit, Ukraine, Protection, Point focal sécurité, Gestion des risques sécuritaires, GRD (Gestion des Risques de Désastres), Résilience, Safeguarding, MGPRI (Mécanisme de Gestion des Plaintes et des Retours d'Information), Emissions carbonées dues au transport, Journée mondiale de l'aide humanitaire

Les points de vue exprimés dans Knowledge Matters sont ceux de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de Concern Worldwide et de ses partenaires. Concern Worldwide encourage l'impression et la reproduction de ces informations pour un usage exclusivement personnel et non commercial, à condition que la source soit clairement indiquée.

Conception et impression: Pixelpress

Republic of Ireland

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2
00 353 1 417 77 00
info@concern.net

Northern Ireland

47 Frederick Street
Belfast
BT1 2LW
00 44 28 9033 1100
belfastinfo@concern.net

England and Wales

13/14 Calico House
Clove Hitch Quay
London
SW11 3TN
00 44 207 801 1850
londoninfo@concern.net

Republic of Korea

(04034) 5 fl, 12, Yanghwa-ro
11-gil, Mapo-gu, Seoul,
Republic of Korea
00 82 324 3900
www.concern.kr

USA

355 Lexington Avenue
16th Floor
New York
NY 10017
00 1 212 5578 000
info.usa@concern.net

www.concern.net

KNOWLEDGE MATTERS

Numéro 34 | Août 2023

CONCERN
worldwide

ENDING
EXTREME POVERTY
WHATEVER
IT TAKES